

REGLEMENT RELATIF A LA CAMPAGNE D'OCTROI D'UNE AIDE COMMUNALE INCITANT LES COMMERCANTS ET ARTISANS A EFFECTUER LA RENOVATION DE LEUR DEVANTURE COMMERCIALE

Le dispositif permet le versement d'une aide financière aux commerçants effectuant des travaux de rénovation de leur devanture commerciale, dans la limite du budget communal alloué à l'opération, dont le plafond est fixé à 25 000 euros par an. Il est établi pour la durée du mandat et débutera dès l'entrée en vigueur de la délibération soumise au vote du Conseil municipal du 20 novembre 2020.

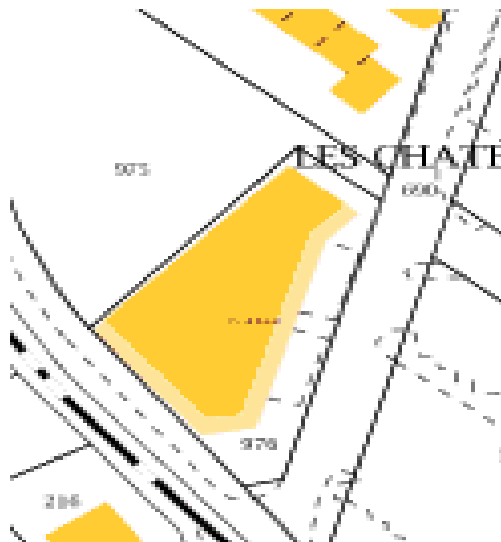
1. Périmètre d'aide :

Les devantures commerciales éligibles au dispositif d'aide communale doivent être situées dans les périmètres suivants définis par les plans ci-après :

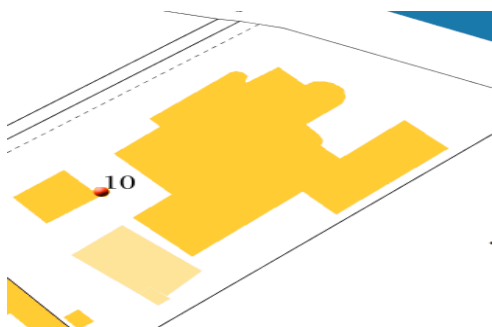
Centre-ville



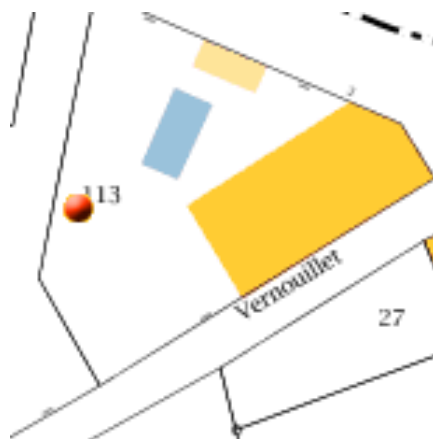
Centre commercial Les Châtelines



Le Coq au Vin (parcelle BT10)



Le Rive Gauche (parcelle BS113)



REGLEMENT RELATIF A LA CAMPAGNE D'OCTROI D'UNE AIDE COMMUNALE INCITANT LES COMMERCANTS ET ARTISANS A EFFECTUER LA RENOVATION DE LEUR DEVANTURE COMMERCIALE

2. Bénéficiaires

Les commerçants ou artisans sont inscrits au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

3. Nature des travaux éligibles :

Les travaux doivent porter sur l'ensemble de la devanture commerciale et l'enseigne visibles depuis l'espace public.

Sont éligibles les travaux qualitatifs et durables suivants, à savoir :

- Mise en peinture des menuiseries de la devanture et autres ferronneries,
- Dépose d'un enduit existant (sur l'ensemble de la façade ou de façon partielle) pour la reconstitution d'un enduit à la chaux ou au plâtre et à la chaux ; reconstitution de la modénature ou du décor architectural ; restauration des menuiseries bois à l'ancienne ; application d'un badigeon de lait de chaux sur l'ensemble de la façade à enduire,
- Pour le bâti contemporain : nouvel enduit,
- Pour les immeubles en pierre : hydrogommage et restauration des pierres et de leurs joints, ainsi que des balustres, sculptures, modénatures, corniches ou autres éléments de décor,
- Support de communication (enseignes),
- Vitrine
- Travaux de mise en sécurité (grillage métallique) et de mise en accessibilité PMR.

Le simple nettoyage de façade n'est pas éligible.

Les travaux doivent être réalisés par des professionnels du bâtiment (fourniture et main d'œuvre) régulièrement inscrits, soit au registre du commerce et des sociétés soit au répertoire des métiers, et dûment assurés en responsabilité civile et professionnelle. Les opérations aidées devront être effectuées dans un esprit de conservation et de mise en valeur du patrimoine local par des professionnels du bâtiment et de l'agencement de commerces (fourniture et pose des matériaux) soucieuses de réduire l'empreinte carbone.

4. Attribution des subventions par local commercial

Il est précisé que les travaux doivent concerner le local commercial.

5. Commencement des travaux :

Le dispositif d'aide ne concerne que les travaux de rénovation de devantures commerciales à réaliser et non des travaux déjà engagés ou exécutés à la date de dépôt de la demande de subvention.

6. Taux de subventionnement et modalités de versement :

Le dispositif d'aide communale permet le versement d'une subvention équivalente à 50% maximum du montant total (HT) du coût des travaux par dossier, dans la limite de 10 000 € par dossier et dans la limite de l'enveloppe annuelle de subventions de 25 000 €. Ces montants seront valables pour toute la durée du dispositif.

Les dossiers présentés alors que l'enveloppe annuelle est consommée seront financés l'année suivante de la campagne et au-delà sous réserve de renouvellement du dispositif.

La subvention est versée aux demandeurs sous réserve du respect du contenu de l'autorisation de travaux et si les travaux sont réalisés dans le délai de validité de deux ans à compter de la date d'accord de l'autorisation d'urbanisme.

REGLEMENT RELATIF A LA CAMPAGNE D'OCTROI D'UNE AIDE COMMUNALE INCITANT LES COMMERCANTS ET ARTISANS A EFFECTUER LA RENOVATION DE LEUR DEVANTURE COMMERCIALE

Le versement de la subvention au maître d'ouvrage aura lieu après l'accomplissement des formalités suivantes :

- Dépôt des factures acquittées auprès de la Mairie (Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Développement durable)
- Un contrôle de conformité sur place par les services de la Ville,

Les factures devront être adressées à la Ville avant le délai de deux ans à compter de la date d'accord de l'autorisation d'urbanisme, faute de quoi le demandeur perdra le bénéfice de sa subvention.

Les subventions sont établies sur la base des devis. Si les montants des factures s'avèrent inférieurs à ceux des devis, les aides seront révisées à la baisse sur la base des montants des factures. A l'inverse, les montants des travaux supérieurs à ceux ayant servi à établir les montants des subventions accordées par la Ville (en raison d'un ou plusieurs montants de factures supérieurs à ceux des devis ou d'un ou plusieurs montants de devis complémentaires) n'entraîneront pas la révision à la hausse du montant de l'aide octroyée.

En cas de non-conformité des travaux réalisés, le demandeur en sera informé par courrier RAR et le versement de la subvention n'aura pas lieu.

L'aide communale est versée aux demandeurs par la Trésorerie Principale.

7. Procédure d'instruction des dossiers :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés en Mairie (déposés dans les bureaux de la Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Développement durable contre récépissé ou transmis en Mairie par courrier RAR), avant le démarrage des travaux par le demandeur ou son représentant.

Tout dossier incomplet fera l'objet d'une demande de pièces complémentaires. Les demandeurs disposent d'un délai de trois mois pour fournir la totalité des pièces complémentaires. Passé ce délai, si le dossier n'a pas été complété ou si la totalité des pièces n'a pas été fournie, le demandeur sera informé par courrier du classement sans suite de sa demande.

La Ville consultera l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) sur chaque dossier déposé. En cas de prescriptions de l'ABF nécessitant des devis complémentaires, le dossier devra être complété par le demandeur. Le dossier est réputé complet à réception de ces devis complémentaires.

Les demandeurs sont informés de la décision de la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois à compter du dépôt de leur demande complète ou de la date du dépôt des pièces complémentaires (en cas d'incomplet).

La décision de subvention ne peut être accordée si l'autorisation d'urbanisme afférente n'a pas été accordée. A cette fin, la Ville peut informer le demandeur que son dossier fait l'objet d'une prolongation d'instruction.

Tous les dossiers de demande de subvention seront soumis au vote d'un jury composé d'un Président (Le Maire), de trois élus de la majorité et d'un élu de chaque parti d'opposition.

REGLEMENT RELATIF A LA CAMPAGNE D'OCTROI D'UNE AIDE COMMUNALE INCITANT LES COMMERCANTS ET ARTISANS A EFFECTUER LA RENOVATION DE LEUR DEVANTURE COMMERCIALE

8. Composition du dossier de demande de subvention :

Les dossiers de demande de subvention doivent comporter les pièces suivantes :

- Lettre de demande de subvention datée et signée,
- Attestation de qualité du demandeur (titre de propriété en cas de logement individuel ou autorisation donnée par l'assemblée générale de la copropriété ou de la SCI avec la liste complète des copropriétaires),
- Coordonnées bancaires du demandeur (RIB),
- Extrait K-BIS de la société (N° de SIREN)
- Certificat d'inscription au Répertoire des Entreprises et des Etablissements (N° SIRENE),
- Notice descriptive des travaux, des méthodes utilisées et indiquant la durée estimée des travaux, ainsi qu'un planning de réalisation, incluant des photos de l'immeuble et des façades concernées, des échantillons et/ou des références de couleurs, etc., - devis détaillés des travaux (il est précisé que les notes d'honoraires de maîtrise d'œuvre sont éligibles à l'aide communale et peuvent être incluses dans la présentation des coûts),
- Tout élément probant jugé utile par le demandeur (plan, étude, historique de l'immeuble, etc.)

9. Obligation de communication :

Les bénéficiaires devront afficher, de façon nettement visible et lisible, le logo de la ville de Triel-sur-Seine et la mention « Ravalement entrepris avec l'aide financière de la Ville de Triel-sur-Seine » sur la partie visible depuis l'espace public pendant toute la durée des travaux.

10. Autorisation d'occupation du domaine public pendant le chantier :

Les demandes d'occupation temporaire du domaine public en cas de palissade ou autres occupations nécessaires au chantier, notamment sur trottoirs, ne sont pas exigées dans le dossier de demande de subvention. Ces demandes devront être adressées au Maire (Direction des Services Techniques) avant le commencement du chantier, conformément au règlement de voirie communal.